

France. Grand tournant ou mise à l'heure?

Le 10 mai 1981, avec la victoire de François Mitterrand sur Valéry Giscard d'Estaing, la gauche qui, depuis 23 ans, perdait régulièrement les élections (à 1 % près depuis

10 ans) s'empare de la présidence avec 5 points d'écart. Quelques semaines après, le Parti socialiste emporte la majorité absolue des sièges au Parlement. Début 1982, le président Mitterrand est toujours crédité de 60 % de satisfaits dans les sondages, tandis que les leaders historiques de la droite sont discrédités. Par-delà les raisons conjoncturelles (le chômage, l'usure de la droite dont la morgue, l'autoritarisme et quelques scandales avaient indisposé jusqu'aux « couches relais » traditionnelles : médecins, cadres, juges, enseignants), le craquement du 10 mai déclenche une vague qui révèle la profondeur des mutations à l'œuvre.

La montée de la « force tranquille »

Depuis la reconstruction de l'après-guerre, à travers la quatrième République et les deux présidences gaullistes, l'assise de la droite française est minée par une

FRANCE

Capitale : Paris.

Superficie : 547 026 km².

Carte : p. 429.

Monnaie : franc (1 FF = 0,16 dollars EU = 0,14 droits de tirage spéciaux au 28.2.82).

Langue : français; langues régionales : breton, occitan, basque, alsacien, néerlandais.

Chef de l'État : François Mitterrand, président (au 1.6.82).

Nature de l'État : république.

Nature du régime : démocratie parlementaire.

Principaux partis politiques : Parti socialiste (PS); Rassemblement pour la république (RPR); Union pour la démocratie française (UDF); Parti communiste français (PCF); Parti socialiste unifié (PSU).

énorme contradiction. La politique de modernisation capitaliste ultra-rapide bouleverse la carte sociologique : les agriculteurs chutent de 37 % (en 1945) à 9 % de la population active, et autour du pivot de la classe ouvrière (numériquement stable mais profondément renouvelée par le déclin des ouvriers professionnels et la féminisation), les « couches moyennes » prennent de plus en plus d'importance avec l'explosion du nombre de « tertiaires », cadres, fonctionnaires et employés. Mais le système dominant, le personnel politique et le discours idéologique de la droite continuent à reposer sur l'image d'une France archaïque et rurale.

Le gouvernement Chaban-Delmas en 1969, puis le président Giscard d'Estaing en 1974, tenteront vainement de refonder la domination de la droite sur un idéal de modernisation et de compétitivité. Avec la crise mondiale, ce projet est abandonné au profit d'une simple manipulation de l'inquiétude, incarnée par la loi « scélérate » Sécurité et Liberté.

En mai 68 et dans la première moitié des années soixante-dix, une gauche radicale, ouvrière, paysanne, intellectuelle, secoue vigoureusement le carcan idéologique et les contraintes du développement économique capitaliste (organisation du travail, mode de vie). Cette contestation s'accompagne de « nouveaux mouvements sociaux » (féminisme, écologisme).

Le danger politique que représentaient ces mouvements une fois écarté par une série de lourdes défaites dans la seconde moitié des années soixante-dix, le Parti socialiste et le P C F tentent de s'en réapproprier le contenu culturel. La compétition ayant tourné à l'avantage du P S, le P C F se replie après 1978 sur la référence au modèle soviétique et sur sa base traditionnelle (ouvriers qualifiés des ceintures rouges), exaltant ses pires traditions chauvines, jusqu'aux débordements racistes d'Ivry et Montigny au début de la campagne électorale de 1981. Le premier tour de l'élection présidentielle sanctionne lourde-

ment ce choix : le P C F tombe de 21 à 16 % des voix. Il y sera toujours aux élections cantonales de mars 1982.

Ainsi, sur la base de l'échec du « gauchisme » et du P C F, le P S apparaît comme le parti modéré, réformateur, moderniste, mais prenant en compte les aspirations à une vie plus équilibrée après trente années de croissance exubérante. Mitterrand se présente comme la « force tranquille » [498] entourée d'experts – qui sont bien souvent les technocrates modernistes que Mendès France sous la quatrième République et Chaban-Delmas en 1969 avaient cherché à réunir. En fait, ç'aurait pu être l'équipe idéale des années soixante-dix, n'eût été la crise et le refus populaire croissant du modèle de développement gaulliste.

Que sera donc cette présidence ? Une « mise à l'heure » sociale-démocrate, un alignement de la France sur les modèles de l'Europe du Nord pour lesquels elle était mûre depuis longtemps, mais que justement la crise rend caducs ? Ou bien la défaite de la droite sera-t-elle la brèche vers une remise en cause plus radicale du développement capitaliste ? En fait, au printemps 1981, les syndicats et les mouvements sociaux, mis à mal par leurs échecs ou carrément en crise, et le P C F en pleine déconfiture et associé au gouvernement en position de faiblesse, accordent au nouveau pouvoir l'« état de grâce ». Celui-ci proclame sa volonté de « prendre la tangente », c'est-à-dire d'infléchir progressivement, sans rupture, les rapports socio-économiques.

« *Keynésianisme de gauche* »

Un premier train de mesures, démocratiques, humanistes et modernistes, est très vite lancé, accompagné de gestes symboliques et de discours exaltant l'esprit de la Résistance, du socialisme humaniste et du tiers-mondisme. Abolition de la peine de mort, de la Cour de sûreté

1. DÉMOGRAPHIE, CULTURE, ARMÉE

INDICATEUR		UNITÉ	1965	1975	1981
Démographie	Population	million	48,8	52,8	54,1
	Densité	hab./km ²	89	97	99,2
	Croissance annuelle	%	0,9	0,6	0,5
	Mortalité infantile	‰	22	14	8,3
	Espérance de vie	année	71	73	73 ^b
	Population urbaine	%	66	75	78 ^a
Culture	Analphabétisme	%	..	1	..
	Scolarisation 1 ^{er} , 2 ^e degré ^d	%	88	95	96 ^c
	3 ^e degré	%	18	24,4	24,2 ^b
	Postes tv (L)	‰	133	268	292 ^c
	Postes radio (L)	‰	315	346	337 ^c
Armée	Marine	millier d'h.	72,5	69,0	69,6
	Aviation	millier d'h.	122,5	102,0	103,5
	Armée de terre	millier d'h.	350,0	331,5	331,5
	Dépenses militaires	milliard \$	5,3	11,2	19,2

a. 1980; b. 1978; c. 1979; d. Groupe 6-17 ans.

2. COMMERCE EXTÉRIEUR

INDICATEUR	UNITÉ	1965	1975	1981
Commerce extérieur ^a	% PIB	13,3	18,1	23,1
Total imports ^b	milliard \$	10,3	54,2	120,5
<i>Produits agricoles</i>	%	29,1	16,4	11,8
<i>Produits énergétiques</i>	%	15,5	22,9	28,6
<i>Autres produits miniers</i>	%	3,4	2,5	2
Total exports ^b	milliard \$	10,1	52,2	106,1
<i>Produits agricoles</i>	%	20,6	18,1	18,2
<i>Produits miniers</i>	%	5,9	4,1	4,9
<i>Produits industriels</i>	%	73,5	77,8	76,9
Principaux fournisseurs	% imports			
<i>C E E</i>		38,8	48,9	45,1
<i>Moyen-Orient</i>		5,8	14,5	14,5
<i>États-Unis</i>		10,5	7,5	8,1
Principaux clients	% exports			
<i>C E E</i>		40,9	49,2	48,2
<i>Afrique</i>		16,2	14,2	14,2
<i>Moyen-Orient</i>		2,0	4,0	6,2

a. Biens et services non facteurs; b. Marchandises.

de l'État, projet de démantèlement de la loi Sécurité et Liberté, statut autonome de la Corse, décriminalisation de l'homosexualité, débat sur la déprivatisation de l'école et de l'hôpital, autorisation des

radios libres, nouveaux espaces de liberté pour les immigrés, le mouvement associatif, etc. La loi de décentralisation vise à favoriser l'émergence de nouvelles élites à partir des couches moyennes salariées que le

3. ÉCONOMIE

INDICATEUR	UNITÉ	1965	1975	1981
PIB	milliard \$	98,6	338,9	568,3
<i>Croissance annuelle</i>	%	5,7 ^a	3,9 ^b	0,2
<i>Par habitant</i>	\$	2 020	6 420	10 505
Structure de la PIB				
<i>Agriculture</i>	%	7,0	5,5	4,3
<i>Industrie</i>	% } 100 %	46,8	33,0	28,3
<i>Services</i>	%	46,2	61,5	67,4
Taux d'inflation	%	4,1 ^a	9,3 ^d	13,9
Population active	million	..	22,3	23,3
<i>Agriculture</i>	%	22 ^c	9,6	8,0
<i>Industrie</i>	%	39 ^c	35,4	31,0
<i>Services</i>	%	39 ^c	50,9	53,7
Dépenses publiques				
<i>Éducation</i>	% PIB	3,4	4,9	5,1
<i>Santé</i>	% PIB	0,4	0,4	0,5
<i>Défense</i>	% PIB	5,4	3,3	3,4
Production d'énergie	million T E C	71,2	47,4	50,2 ^e
Consommation d'énergie	million T E C	150,6	208,9	233,7 ^e

a. Moyenne 1960-70; b. Moyenne 1970-79; c. 1960; d. Moyenne 1970-78; e. 1980.

P S se croit acquises. Mais très vite les circulaires d'application démentent les espérances : englué dans une administration immuable, le nouveau pouvoir perd vite sa fraîcheur militante. Si Mitterrand concède la « paix des braves » aux opposants au camp militaire du Larzac et à la centrale nucléaire de Plogoff, les débats promis sur le nucléaire civil et la défense nationale sont aussitôt escamotés.

Mêmes hésitations dans le domaine international : un très beau discours tiers-mondiste à Cancún [22]. accord de « codéveloppement » sur l'achat de gaz algérien [520], soutien au Nicaragua et à la résistance salvadorienne [467], mais recul sur la Palestine [462], reconduction des pratiques impérialistes en Afrique, hésitations face au coup d'État en Pologne (là, la « base de gauche », C F D T en tête, saura rappeler le pouvoir à un discours antitotalitaire).

Mais l'économie est bien sûr la pierre de touche. « L'austérité » bar-riste, aggravée par la hausse du pétrole de 1979-80 et l'envolée du

dollar et des taux d'intérêt en 1981, a déclenché une nette récession, accélérant la hausse du nombre des chômeurs (qui, « contre toute défense », atteint deux millions en fin d'année), sans ralentir l'inflation (si non en retardant les hausses inévitables, que la gauche devra assumer). D'emblée, le nouveau pouvoir, cautionné par la C F D T, refuse la voie de la rupture qu'aurait été le « new deal » du partage du travail, avec la semaine de 35 heures immédiate (seule mesure créatrice d'emplois), en échange de la baisse modérée des revenus, et donc du déficit commercial. Il s'engage au contraire dans une politique « keynésienne de gauche », d'abord fondée sur l'initiative de l'État :

– maintien du pouvoir d'achat moyen des salaires avec hausse des plus bas salaires, transferts sociaux massifs pour relancer la consommation, baisse de la durée du travail inférieure aux gains de productivité. Dans ce cas, on peut seulement espérer stopper la progression du chômage en retirant les moins de 18 ans et les plus de 60 ans du

marché du travail, ce qui est entrepris ;

— réforme des structures de l'économie française pour la sortir de sa dépendance croissante à l'importation, surtout dans le matériel de pointe, qui a imposé une inévitable dévaluation en 1981 (sans doute pas la dernière). La nationalisation des cinq plus grands groupes industriels et de presque toutes les banques qui restaient privées, menée tambour battant à la surprise générale et votée en février 1982, traduit, plus que la volonté de rendre l'outil aux travailleurs, l'ambition de couches sociales techniciennes, modernistes et nationalistes. Celles-ci, les mêmes que dans les années cinquante et soixante, comptent sur la direction publique pour faire de la France une puissance industrielle autonome majeure. La hausse sans précédent du budget de la recherche traduit la même ambition, tout comme le plan intérimaire de deux ans, qui veut « donner à la France une culture technicienne ».

Laissé à lui-même, le pouvoir suit donc une ligne qui subordonne clai-

rement le social au modernisme : une politique sociale avancée ne peut être qu'un sous-produit de la remontée de la France dans la division internationale du travail. Et l'amélioration de la législation sociale (les « droits nouveaux pour les travailleurs ») se borne à limiter pour les industriels les facilités de la sous-traitance et de l'intérim. Une telle politique ne mène sûrement ni à la catastrophe (de fait, la montée du chômage ralentit et l'inflation ne s'accélère pas, seul le déficit commercial s'aggrave) ni à la sortie de la crise : tout au plus à « un certain mieux ».

La montée des périls

Mais ce projet social-démocrate mâtiné d'étatisme risque fort d'être pris en tenaille par la lutte des classes. Le petit et moyen patronat s'enferme majoritairement dans l'opposition et hésite à relancer l'investissement. Les « couches moyennes », traditionnels appuis de la droite, sont tentées par une mobilisation

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

BAUDELOT C., ESTABLET R., MALEMORT J., *La petite bourgeoisie en France*, Maspero, Paris, 1981.

CEDETIM, *L'impérialisme français*, Maspero, Paris, 1980.

FOURQUET A., *Les comptes de la puissance*, Encre, Paris, 1980.

La crise du système productif, INSEE, Paris, 1981.

France de gauche, vote à droite, Presse de la FNSP, Paris, 1981.

Articles

COHEN S., « Y a-t-il une stratégie économique française face à la crise? », *Les Temps modernes*, novembre 1981.

LIPIETZ A., « Quelle base sociale pour le "changement" ? », *Les Temps modernes*, mai 1982.

TOUSCOZ J., « Le Parti socialiste français et la coopération avec le tiers monde », *Politique étrangère*, décembre 1981.

WELLS S., « The Mitterrand challenge », *Foreign policy*, automne 1981, États-Unis.

Dossiers

« Dossier, la gauche pour quoi faire », *Esprit*, octobre-novembre 1981.

Pouvoir, n° 20, 1982.

« Gauche, l'an II », *Les Temps modernes*, mai 1982.

corporatiste de type chilien : tel est le jeu où semblent s'engager la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F N S E A) et la Confédération générale des cadres (C G C), comme l'Ordre des médecins. Les travailleurs, qui auraient sans doute accepté un « partage des revenus » en échange d'une conquête significative de temps libre et de nouveaux droits dans les entreprises, se mobilisent progressivement contre le changement « homéopathique » qui leur est proposé. Dès l'automne éclatent des luttes dans l'automobile sur l'organisation du travail (qu'on n'avait plus vues depuis des années). Début 1982, les modalités imprécises et restrictives du passage aux 39 heures et à la cinquième semaine de congés payés déclenchent une effervescence générale à laquelle n'est pas étranger le jeu ambigu du P C F.

Entre une base populaire déçue par la minceur des changements, et des couches moyennes anciennes et modernes qui se dressent rapidement contre lui, le pouvoir se dérobe à entreprendre une politique de réformes radicales qui lui permettrait, en cassant les corporatismes, de stabiliser à son profit un nouveau bloc social. Son échec aux élections cantonales de mars 1982 constitue un sérieux avertissement.

Trop d'espoirs ont été soulevés, trop de rancœurs accumulées, trop de privilèges sont menacés pour que l'on puisse augurer un septennat de « modernisation tranquille ». Le principal atout du pouvoir socialiste reste cependant l'absence d'alternatives définies, qu'elles soient réactionnaires ou radicalement progressistes.

Alain Lipietz